



**ACADÉMIE  
DE NANTES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Rectorat de Nantes**

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Remplacement et mise en place d'une  
Vidéosurveillance – Vidéoprotection  
Site HOUSSINIERE**

Rectorat de l'Académie de Nantes  
4 Chemin de La Houssinière  
44300 NANTES



Pouvoir Adjudicateur  
L'État

Représentant du Pouvoir Adjudicateur  
Mme Katia BEGUIN, Rectrice de l'académie de Nantes  
BP 72 616  
44326 NANTES Cedex 3

# SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE</b>	<b>2</b>
<b>2. PRESENTATION</b>	<b>3</b>
2.1. OBJET	3
2.2. MAITRE D'OUVRAGE	3
<b>3. CARACTERISTIQUES DU SITE</b>	<b>5</b>
3.1. DONNEES RELATIVES A LA PROPRIETE FONCIERE	5
3.2. LE SITE	5
3.3. CONTRAINTES URBANISTIQUES	7
3.4. CARACTERISTIQUES DU SOL	8
3.5. TOPOGRAPHIE	8
3.6. RESEAUX	8
3.7. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	8
3.8. CONDITIONS CLIMATIQUES	9
3.9. DIAGNOSTICS AMIANTE - PLOMB – PARASITES – STRUCTURE / SOLIDITE – ETUDE THERMIQUE – ETUDE ENERGETIQUE	10
<b>4. PRESENTATION DU PROJET</b>	<b>11</b>
4.1. DESCRIPTION DU BESOIN EXPRIME	11
4.2. REGLEMENTATIONS	12
<b>5. DESCRIPTIF DU SITE ET LOCALISATION DES EQUIPEMENTS</b>	<b>15</b>
5.1. EXIGENCES FONCTIONNELLES	15
5.2. MISE EN OEUVRE	16
5.3. GARANTIES	22
5.4. PRESTATIONS DE MAINTENANCE	23
<b>6. ANNEXES</b>	<b>24</b>
6.1. ANNEXE 1 - IMPLANTATION DES RÉSEAUX	24
6.2. ANNEXE 2 – PLAN DE MASSE POSITIONNEMENT VIDEO SURVEILLANCE	24
6.3. ANNEXE 3 - DIAGNOSTICS	24
6.4. ANNEXE 4 – PLAN DE MASSE POSITIONNEMENT FOURREAUX	24
6.5. ANNEXE 5 – PLAN DE MASSE TOPOGRAPHIQUE HOUSSINIÈRE	24
6.6. ANNEXE 6 – DOCUMENTS A FOURNIR POUR DECLARATION PREFECTORALE	24

## 1. PREAMBULE

Dans un contexte de renforcement de la sécurité des établissements publics, il est essentiel de garantir la protection des biens et des personnes sur le site de La Houssinière, appartenant à l'Éducation Nationale. Ce site accueille quotidiennement un grand nombre d'utilisateurs, dont des personnels administratifs et visiteurs, ce qui nécessite une vigilance accrue face aux risques de dégradations, d'intrusions ou d'actes malveillants.

L'installation de 18 caméras de vidéosurveillance répond ainsi à plusieurs objectifs :

- Sécurisation des accès et des circulations : prévenir et dissuader les intrusions non autorisées, notamment en dehors des horaires d'ouverture ;
- Protection des biens et des infrastructures : limiter les actes de vandalisme et les dégradations des équipements publics ;
- Assurance d'un cadre de travail serein : garantir aux utilisateurs un environnement sécurisé, propice aux études et aux activités professionnelles ;
- Facilitation des interventions en cas d'incident : permettre une réactivité accrue des services de sécurité et des forces de l'ordre en cas de nécessité.

Cette démarche s'inscrit dans le respect des réglementations en vigueur, notamment en matière de protection des données personnelles et de droit à l'image, conformément aux recommandations de la CNIL et aux dispositions du Code de la sécurité intérieure.

## 2. PRESENTATION

### 2.1. OBJET

Du préambule décrit ci-dessus, il est demandé au groupement d'entreprises du présent CCTP d'établir une proposition de prix selon la DPGF jointe à ce présent CCTP.

### 2.2. MAITRE D'OUVRAGE

**Rectorat de l'Académie de Nantes**  
**Service Immobilier des Bâtiments Administratifs**  
8 rue du général Margueritte  
BP 72616 – 44038 NANTES CEDEX 3  
Tél. : 02 51 86 30 21  
E-mail : jerome.barbedet@ac-nantes.fr

#### **Les missions du Rectorat de Nantes :**

**L'académie de Nantes** est une académie créée le 1er janvier 1962 par le décret du 12 décembre 1961. C'est la deuxième académie de France par sa population scolaire après celles de Lille, en dehors de la région Ile-de-France.

L'académie regroupe cinq directions des services départementaux représentant chacune un des départements de la région Pays de la Loire : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée. Son territoire est de 32 000 km<sup>2</sup> et compte un peu plus de 3 500 000 d'habitants.

Katia BÉGUIN est la Rectrice de l'académie de Nantes depuis le 20 juillet 2022.

L'académie de Nantes fait partie de la zone B.

L'académie de Nantes emploie plus de 60 000 agents dont 80 % d'enseignants. Elle scolarise plus de 700 000 élèves et apprentis ainsi qu'environ 115 000 étudiants.

#### **Autres services éducatifs**

CANOPÉ ;

Le centre régional des œuvres universitaires (CROUS);

La délégation régionale de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (DRONISEP);

Le service régional de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS);

Les services d'information et d'orientation, 20 centres d'information et d'orientation (CIO);  
Service académique d'information et d'orientation (SAIO), 5 services universitaires d'information et d'orientation (SUIO);  
200 conseillers d'orientation psychologue (COP);  
Structure de la formation professionnelle :  
La délégation académique à la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIC) et ses missions;  
La formation continue et insertion professionnelle (FCIP);  
Formation continue des adultes;  
Réseau des GRETA et des espaces bilan;  
La formation des adultes au centre académique de formation continue (CAFOC);  
Dispositif académique de validation des acquis (DAVA);  
Validation des acquis et de l'expérience (VAE);  
Validation des acquis de formation.

### 3. CARACTERISTIQUES DU SITE

#### 3.1. DONNEES RELATIVES A LA PROPRIETE FONCIERE

L'unité foncière qui recevra l'équipement et ses infrastructures (desserte, parking, ...) représente une surface de 86290m<sup>2</sup> environ.

Elle se compose des parcelles suivantes (cf. plan ci-dessous) :



#### 3.2. LE SITE

Le site de la Houssinière se situe au Nord de la Commune de Nantes dans une zone à vocation d'activité et d'équipement. Le secteur est marqué par la présence de constructions liées aux activités : bureaux, commerces, locaux artisanaux, industrie et aux installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le site se positionne à proximité des domaines de l'université de Nantes et des résidences et équipements universitaires. Les alentours sont marqués par de vastes espaces verts et le passage de l'Erdre, offrant ainsi un cadre de vie agréable.

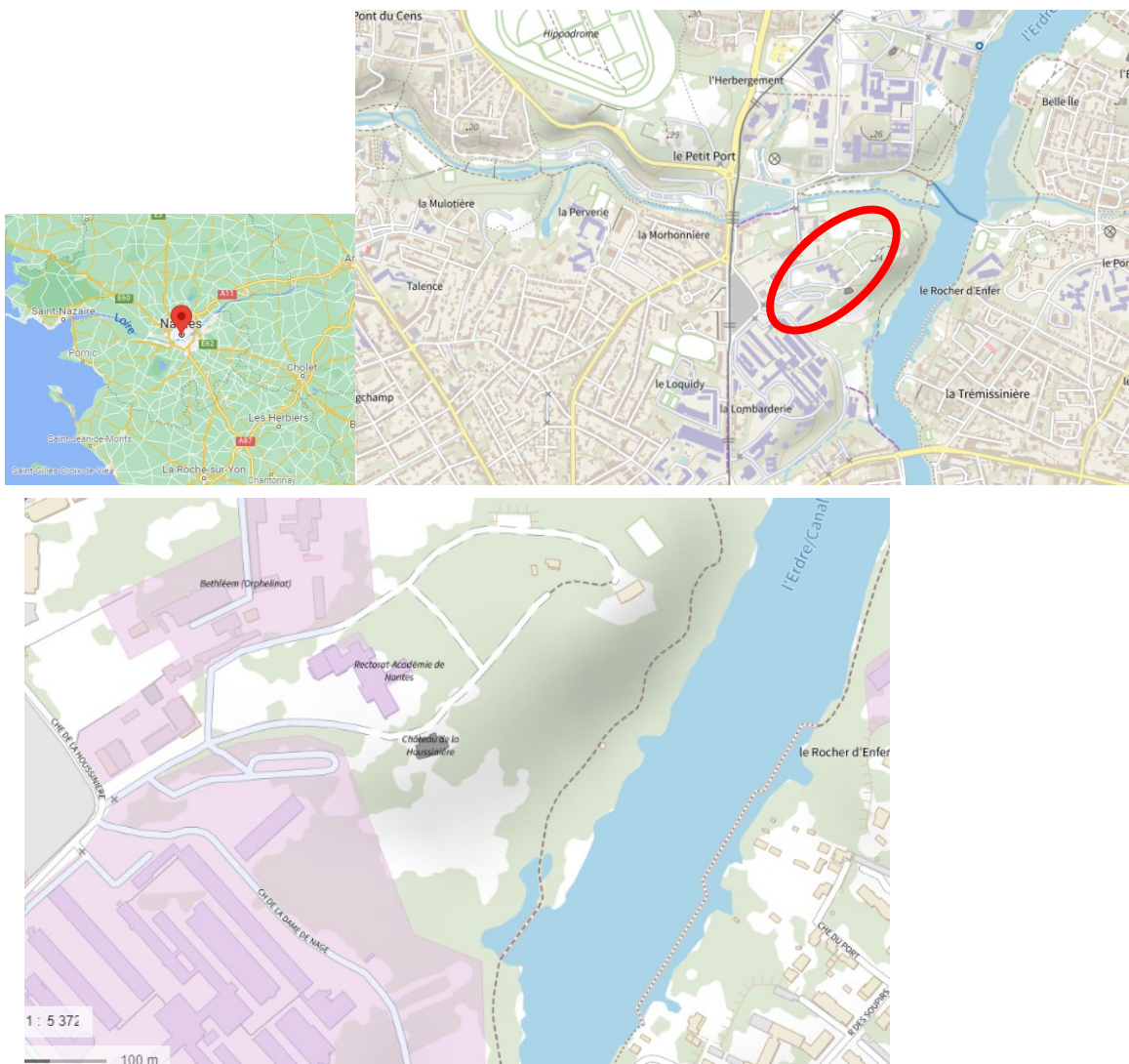


En termes de mobilité, le site est situé à proximité de l'arrêt de Tram T2 qui le relie directement au centre-ville de Nantes et de la ligne de bus 26.

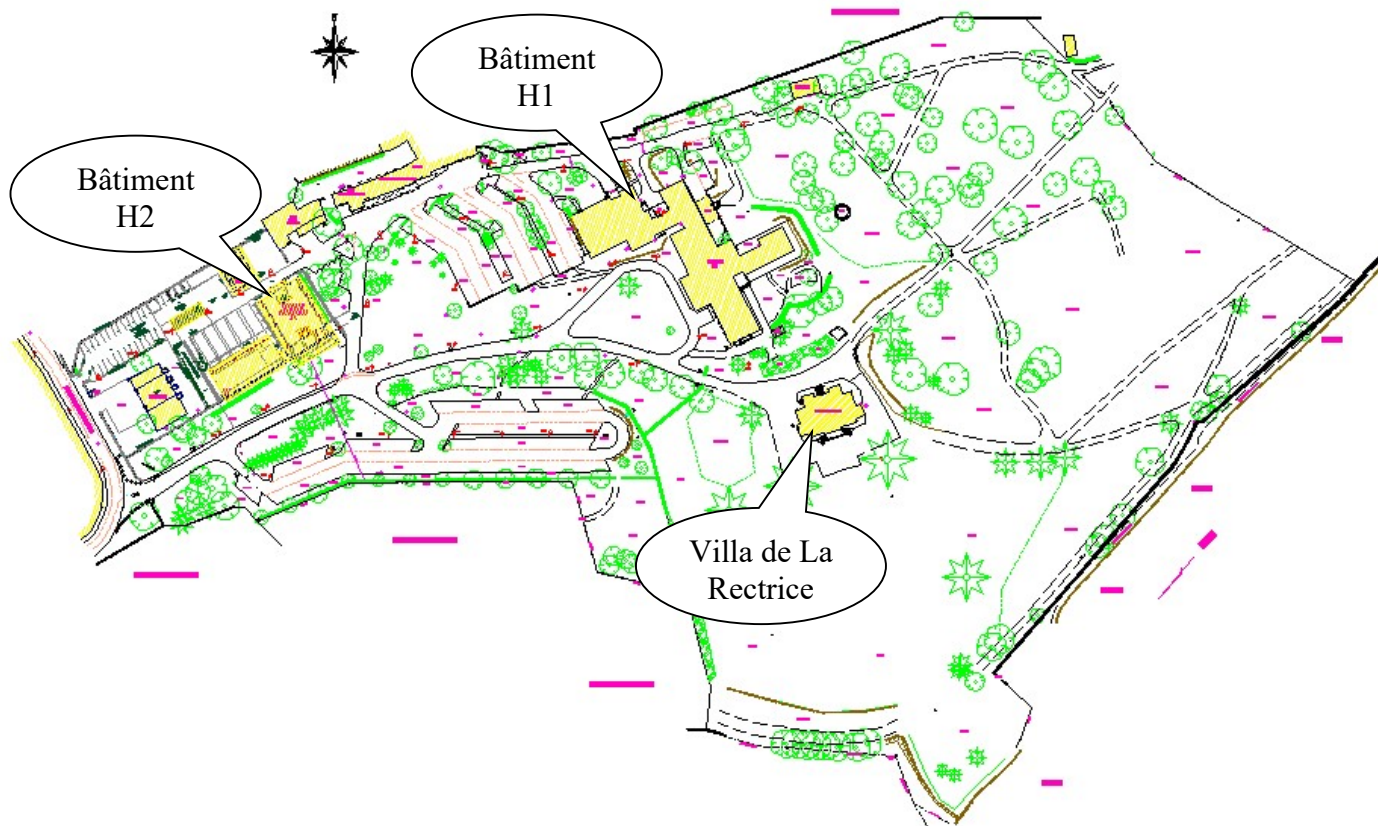
Le site de la Houssinière est constitué de deux bâtiments. Seul le bâtiment appelé H1 est concerné.

### **Vue d'ensemble :**

Le projet de mise en place d'une vidéosurveillance se situe sur le ville de NANTES. L'emprise foncière concernée est située dans le secteur du Petit-Port au cœur du campus universitaire proche de l'Erdre.



Le site de La Houssinière est composé de plusieurs bâtiments :



### 3.3. CONTRAINTES URBANISTIQUES

La parcelle concernée 0153 est classée en Zone US du Plan Local d'Urbanisme Métropolitaine de la ville de Nantes (PLUM).

L'extrait du règlement est disponible en ligne : <https://metropole.nantes.fr/plum>

**DOCUMENTS D'URBANISME**

Parcelle couverte par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)  
**NANTES METROPOLE**, dont la dernière procédure a été approuvée le **04/02/2022**.

- Zone classée **US**, Secteur de grands équipements d'intérêts collectifs ou de services publics
- zonage pluvial
- Zonage d'assainissement des eaux usées
- droit de préemption urbain
- zone de présomption de prescription archéologique
- norme plafond applicable à la sous-destination Bureau pour les véhicules à moteur

Parcelle couverte par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)  
**NANTES METROPOLE**, dont la dernière procédure a été approuvée le **04/02/2022**.

Zone classée **US**, Secteur de grands équipements d'intérêts collectifs ou de services publics

zonage pluvial

Zonage d'assainissement des eaux usées

droit de préemption urbain

zone de présomption de prescription archéologique

norme plafond applicable à la sous-destination Bureau pour les véhicules à moteur

zone de présomption de prescription archéologique

norme plafond applicable à la sous-destination Bureau pour les véhicules à moteur

Orientations d'aménagement et de programmation

- Orientations d'Aménagement et de Programmation Climat, air, énergie (OAP)
- Orientations d'Aménagement et de Programmation Trame verte et bleu et paysage (OAP)
- Orientations d'Aménagement et de Programmation Loire (OAP)
- périmètre indicatif de 500 m autour des stations de transport collectif structurant
- norme plancher applicable à la sous-destination Logement collectif pour les véhicules à moteur



### 3.4. CARACTERISTIQUES DU SOL

Sans objet. Il n'existe pas à ce jour d'étude de sols sur la parcelle concernée par le présent projet.

### 3.5. TOPOGRAPHIE



Dans cette zone, on repère les altitudes suivantes :

Point bas : 17 m ngf (Carte IGN).

Point haut : 21 m ngf (Carte IGN).

Cf. Plan topographique situé en ANNEXE 5.

### 3.6. RESEAUX

Les réseaux publics existants sont reportés sur les plans joints en annexe. Les différents réseaux sont gérés par les concessionnaires suivants :

- Électricité : .....	ENEDIS
- Gaz : .....	GRDF
- Eau potable : .....	NANTES METROPOLE
- Assainissement : .....	NANTES METROPOLE
- Eaux pluviales : .....	NANTES METROPOLE
- Éclairage : .....	NANTES METROPOLE
- Télécommunications :	ORANGE

Cf. ANNEXE 1.

### 3.7. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique constituent une limite au droit de propriété, qui est une notion importante dans la loi française. Les limites au droit de propriété sont imposées par une administration publique dans le but de protéger l'intérêt général.

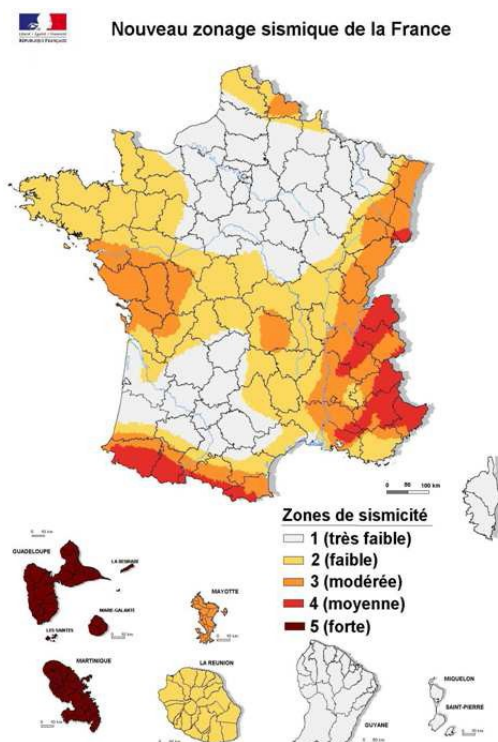
Il existe 3 catégories de servitudes d'utilité publique pouvant concerner le projet :

- conservation du patrimoine : naturel (eaux, forêts, réserves naturelles...), culturel (monuments historiques et sites naturels) et sportif (terrains de sport);
- ressources et équipements : énergie, mines et carrières, axes de canalisation et de communication;
- salubrité et sécurité publiques : zones inondables etc...

Pour les propriétaires, une servitude d'utilité publique restreint ou interdit la possibilité de changer la configuration des lieux ou de construire de nouveaux bâtiments, et parfois oblige à réaliser des travaux d'entretien ou de rénovation. Dans certains cas, les servitudes d'utilité publique donnent droit à des indemnisations.

### 3.8. CONDITIONS CLIMATIQUES

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes.



Le projet se situe donc en zone de sismicité 3.

Le futur bâtiment sera classé en catégorie d'importance 3.

### **3.9. DIAGNOSTICS AMIANTE - PLOMB – PARASITES – STRUCTURE / SOLIDITE – ETUDE THERMIQUE – ETUDE ENERGETIQUE**

Cf. ANNEXE 3.

## 4. PRESENTATION DU PROJET

### 4.1. DESCRIPTION DU BESOIN EXPRIME

#### La présente consultation concerne :

- La fourniture, la pose et la mise en service de 16 caméras de vidéosurveillance en base et 2 en option. L'ensemble est situé sur le site de La Houssinière ;
- La fourniture, la pose et la mise en service du poste de surveillance dans l'accueil du bâtiment H1 ;
- les connexions entre caméras et systèmes de pilotage ;
- Les prestations d'accompagnement (collecte des données, formations) ;
- La formation des agents sur site ;
- La fourniture de prestations d'exploitation et de maintenance des systèmes ainsi posés ;

Le candidat aura la possibilité de motiver sa proposition technique et présentera les avantages du système proposé.

#### Prescriptions générales :

- Pouvoir surveiller plusieurs points sensibles de La Houssinière depuis le poste d'accueil ;
- Bénéficier d'un outil simple, adapté et capable d'évoluer (installation de nouvelle caméra en fonction des besoins...) ;
- La mise en place du système devra limiter le recours au génie civil et utiliser au mieux la configuration des lieux ;
- Le système devra s'intégrer au mieux aux espaces existants (qu'ils soient dans les bâtiments ou en espace naturel) ;
- Proposer une technologie modulable, évolutive et optimale qui garantisse la pérennité de l'investissement réalisé ;
- Proposer une solution technique avec une autonomie énergétique et une forte qualité de retransmission ;
- Le système devra proposer une très bonne résolution de l'image permettant une bonne identification des individus ;
- Le système prendra en compte les problématiques d'éclairages liées à chacune des caméras et la nécessité de disposer d'images exploitables de jour comme de nuit ;
- Le système devra être discret et protégé pour éviter toute tentative de dégradation ;
- Le système pourra proposer des traitements simples pour faciliter notamment le contrôle automatisé du bon fonctionnement des caméras,



### **Généralités :**

- Le candidat proposera tous les aspects techniques de l'installation, la marque du matériel proposés, le type de technologie utilisée, le cas échéant les caractéristiques requises par les postes informatiques des « contrôleurs » et des logiciels nécessaires ;
- Une visite préalable du site concerné devra être effectuée. Aucun devis lié à la méconnaissance des locaux ne sera accepté par le Rectorat ;
- Pendant la phase de réponse à l'appel d'offres, les échanges entre le soumissionnaire et le(s) représentant(s) du Rectorat se feront par écrit ou par messagerie. Les réponses aux questions posées par un soumissionnaire (en vue d'obtenir des renseignements complémentaires destinés à expliciter la nature de la consultation) seront fournies à l'ensemble des soumissionnaires afin de donner le même niveau d'information à chacun ;
- Lors de la mise en service, l'ensemble des installations sera testé afin de s'assurer de leur bon fonctionnement d'une part, et de leur bonne affectation d'autre part ;
- Le pouvoir adjudicateur pourra décider de recevoir les candidats les mieux placés dans le cadre du marché pour négociation ;
- Le candidat proposera, en option, dans sa proposition un contrat d'entretien et de maintenance des appareils proposés. Il indiquera dans son étude et précisera le coût de ce service dans la Décomposition des Prix Globales et Forfaitaires ;
- Le candidat précisera les modalités de garantie et sa durée.

## **4.2. REGLEMENTATIONS**

Le projet devra être conforme à l'ensemble de la réglementation en vigueur en France au moment de sa réalisation et notamment aux dispositions contenues dans les documents suivants :

### **Cadre réglementaire**

Cette installation s'inscrit dans le respect des réglementations en vigueur, notamment :

**Le Code de la sécurité intérieure**, en particulier les articles L251-1 et suivants, qui définissent les conditions d'installation de dispositifs de vidéoprotection sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public ;

**Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)** - Règlement (UE) 2016/679, qui encadre la collecte, l'exploitation et la conservation des images enregistrées ;

**La loi Informatique et Libertés** du 6 janvier 1978 modifiée, qui précise les droits des personnes filmées et les obligations du responsable du traitement des données ;

**Les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)**, qui imposent notamment une durée limitée de conservation des images et une information claire du public sur l'existence du dispositif ;

**Le Code du travail** (article L4121-1), qui oblige l'employeur à garantir la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ;

**Le Règlement de sécurité contre les risques d'incendie** et de panique dans ses articles codifiés et les arrêtés les complétant ;

**Normes françaises éditées par l'AFNOR et les Documents Techniques Unifiés.**

L'installation et l'exploitation du système de vidéosurveillance seront réalisées dans le strict respect de ces réglementations, notamment en matière d'information des usagers, de déclaration auprès des autorités compétentes et de sécurisation des données collectées.

Les logiciels devront être conforme aux exigences réglementaires suivantes :

- Respect des principes de sécurité applicative selon la norme ISO/IEC 27034;
- Garantie de la qualité logicielle selon le modèle ISO/IEC 25010, incluant notamment la fiabilité, la maintenabilité, la sécurité, la compatibilité et la performance;
- Conformité à la directive européenne NIS2, lorsqu'applicable, notamment en matière de cybersécurité, de résilience opérationnelle et de notification des incidents;
- Documentation technique, traçabilité des évolutions et procédure de mise à jour logicielle conforme à la norme ISO/IEC 12207.

Par ailleurs, les logiciels devront être :

- Interopérables avec les solutions antivirus les plus courantes du marché (telles que Windows Defender, Trend Micro Apex One, McAfee, Bitdefender, ESET, Norton, etc.), et ne devront pas être bloqués et/ou

- identifiés comme malveillant à l'installation ou à l'exécution;
- Signés numériquement à l'aide d'un certificat reconnu par les systèmes d'exploitation actuels, afin de garantir son authenticité, d'éviter les alertes de sécurité et de faciliter les processus automatisés de déploiement dans des environnements informatiques gérés.

## 5. DESCRIPTIF DU SITE ET LOCALISATION DES EQUIPEMENTS

### 5.1. EXIGENCES FONCTIONNELLES

#### Principes généraux

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposées par l'environnement existant dans les bâtiments et sur le site de La Houssinière et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de son offre.

La visite des lieux est obligatoire (attestation de visite fournie sur site). A cet effet, le candidat devra prendre contact avec le chargé d'opérations, représentant du Rectorat. Le candidat devra se rendre compte, sur place de l'état des lieux et de la configuration du site. En plus des équipements demandés, le candidat retenu devra :

- Fournir les logiciels de supervisions, de pilotage et de gestion des caméras et des supports ;
- Réaliser les documents nécessaires pour la demande d'autorisation en préfecture (Cf. ANNEXE 6);
- Réaliser les travaux de réseaux ;
- Réaliser les travaux des mâts ainsi que le génie civil nécessaire ;
- Les plans des réseaux nouvellement créées ;
- Former les utilisateurs ;
- Proposer en option, un contrat de maintenance et d'entretien.

#### Qualité et pérennité des matériels

Tout le matériel fourni sera neuf et présentera toute les garanties de bon fonctionnement.

Dans le cas où les équipements ne proviendraient pas du même constructeur, l'entreprise retenue serait tenue pour seule responsable d'un mauvais fonctionnement.

L'entreprise retenue est tenue de conserver la capacité à réparer ou remplacer par des équipements équivalents, tous les matériels fournis dans le cadre du projet.

Le candidat sera responsable, par ailleurs, jusqu'à l'expiration du délai de garantie du maintien en bon état de service des installations.

Le candidat devra comprendre dans son offre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Pour démontrer la capacité des équipements, le Parc se réserve le droit de demander aux candidats une démonstration concrète.



### **Normes et règlements applicables**

L'ensemble des ouvrages devra répondre aux normes et règlements régissant les travaux de construction en France Métropolitaine, ainsi qu'aux normes européennes et internationales relatives aux réseaux.

La prestation devra, par ailleurs, être conforme aux clauses de l'ensemble de la réglementation en vigueur.

## **5.2. MISE EN OEUVRE**

Le candidat exposera la manière dont se déroulera le déploiement du système. Il accompagnera sa proposition d'un planning détaillé, d'un planning d'intervention et d'une note décrivant les moyens techniques mis en œuvre.

Le candidat devra mettre en œuvre toutes les ressources humaines et matérielles qu'il juge nécessaire pour assurer le bon déroulement du projet.

Le candidat assurera en particulier l'installation, la mise en œuvre et le paramétrage de tous les supports de télécommunication, matériels et logiciels fournis dans le cadre du présent marché.

Il désignera un chef de projet qui remplira le rôle de coordinateur auprès des utilisateurs pour la durée du marché.

### **Travaux :**

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art.

Le prestataire retenu doit l'ensemble de ces prestations au parfait achèvement des ouvrages, conformément aux documents de références, et en particulier :

- la fourniture et l'installation des caméras et des supports de contrôles, y compris les supports nécessaires et adaptés à l'environnement dans lequel elles seront implantées ;
- la fourniture et l'installation de toutes les interfaces de communication en fonction des solutions de transmission choisies ;
- la fourniture et le paramétrage du réseau de communication ;
- la fourniture et l'installation des équipements vidéo ;
- la fourniture et l'installation et le paramétrage des logiciels et le cas échéant, des enregistreurs nécessaires à l'exploitation du système, accompagnés de leurs licences d'exploitation ;
- le cas échéant, l'ensemble du câblage cuivre, fibre optique nécessaire pour les réseaux ;
- tous les raccordements nécessaires au bon fonctionnement du matériel (les métrés sont à prendre sur site) ;
- le cas échéant, le raccordement électrique pour l'alimentation des caméras et supports à partir des tableaux le plus proche et la pose d'un disjoncteur,

- la fourniture des nouveaux réseaux créés,
- le génie civil nécessaire.

Il est prévu **la formation des agents** et l'assistance au démarrage du système. La documentation technique (guide technique, guide utilisateur, plans...) devra, par ailleurs, être fournie en langue française et en format XLS.

### **Nettoyage et remise en état du site**

Il devra être procédé à la remise en état du site et des locaux détériorés et /ou salis au cours des travaux. Si ces prestations ne sont pas ou mal réalisées le Rectorat se réserve le droit de faire intervenir une entreprise extérieure. Le coût des travaux seront alors déduits du montant du marché.

### **Caractéristique du matériel**

Indépendamment des prescriptions aux normes françaises auxquelles devront être conforme les différents matériels proposés. Le Matériel devra être :

- conforme au présent cahier des charges ;
- robuste : la durée de vie, en tenant compte des contraintes d'exploitation (système installé en extérieur, en espace naturel ...), devra être indiqué au maître d'ouvrage et sera d'un entretien facile (facilité d'accès, interchangeabilité des pièces...);
- les caméras seront réglées, équipées et connectées au système de visualisation et, le cas échéant, au système de stockage, de façon que les images restituées lors de la visualisation en temps réel ou en temps différé permettent de répondre aux finalités pour lesquelles le système est mis en place, notamment aux finalités du système de vidéoprotection a été autorisé et soit en tout cas dans les normes réglementaires ;
- les réseaux sur lesquels transitent les flux vidéo prennent en compte la sécurité de ces derniers, garantissant leur disponibilité, leur confidentialité et leur intégrité.
- Les alimentations POE, pour les caméras sur mât, devront être de type industrielles, installés dans les mâts, donc soumises à de forts écarts de températures. Elles devront intégrer l'interface des fibres optiques.
- Pour les points 1.17 à 1.19 situés dans la présente DPGF, il est primordial de conserver une compatibilité entre le logiciel de pilotage/supervision de la vidéo-surveillance fourni dans le présent marché, les postes de visualisation, et l'enregistreur (NVR - Network Video Recorder). En précision, cette compatibilité comprend :
  - La visualisation en temps réel des flux vidéo ;
  - L'accès aux enregistrements stockés sur le NVR ;

- Le pilotage des caméras motorisées (PTZ) si applicable ;
- La gestion des alarmes et événements générés par le NVR ou les caméras associées ;
- L'interopérabilité avec les protocoles supportés par le NVR.

Le titulaire du marché devra fournir, avant l'installation, la preuve de compatibilité effective, via une documentation technique officielle du constructeur, ou une démonstration fonctionnelle soumise à validation par le Rectorat.

### Description des Caméras

Les caméras mise en place sur le site doivent permettre de surveiller la zone décrite, à partir de la zone d'accueil située dans le bâtiment H1 au 3<sup>ème</sup> étage, dans le plan fourni en annexe.

Le type de matériel nécessaire et le lieu d'installation de la caméra sont indiqués dans la DPGF jointe à ce présent CCTP.

Elles devront être parfaitement intégrées au site tout en étant visible par le visiteur afin d'avoir un effet encore plus dissuasif.

La proposition intégrera le câblage vidéo nécessaire au fonctionnement des matériels proposés ainsi, que le raccordement aux réseaux. Des variantes sont exigées en option. Le pouvoir adjudicateur se réservera le droit de les affermir ou pas avant le démarrage de l'opération.

### Tableau des caméras ci-après :

Repère Plan	Type	Résolution souhaitée	Bande passante souhaitée	Support	Environnement	Liaison	Caméra Existante	Baie
1	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (non existante)	NON	H1 / SR3B
2	Dôme PTZ	1080p	2,50 Mb/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / SR3B
3 (OPTION)	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mat	Extérieur	Fibre (non existante)	NON	Villa Rectrice / SR7
4 (OPTION)	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	Villa Rectrice / SR7
5	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mat	Extérieur	Fibre (non existante)	NON	H1 / RG3A (salle serveur)
6	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mat	Extérieur	Fibre (non existante)	NON	H1 / RG3A (salle serveur)
7	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mat	Extérieur	Fibre (non existante)	NON	H1 / RG3A (salle serveur)
8	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / RG3A (salle serveur)
9	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (non existante)	NON	H1 / RG3A (salle serveur)
10	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / SR3B
11	Dôme PTZ	1080p	2,50 Mb/s	Mat	Extérieur	Déjà en Fibre	OUI	H2 / SR8
12	Dôme PTZ	1080p	2,50 Mb/s	Mat	Extérieur	Cuivre à remplacer par Fibre	OUI	H2 / SR8
13	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Intérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / SR3B
14	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / SR3B
15	Dôme fixe	5MP	4,60 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H1 / SR3B
16	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H2 / SR8
17	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mur	Extérieur	Cuivre (déjà existante)	OUI	H2 / SR8
18	Tube	5MP	4,00 Mbit/s	Mat	Extérieur	Fibre (non existante)	NON	H2 / SR8

Les métrés seront à prendre sur site.

### **Raccordement des baies de brassage en fibre optique**

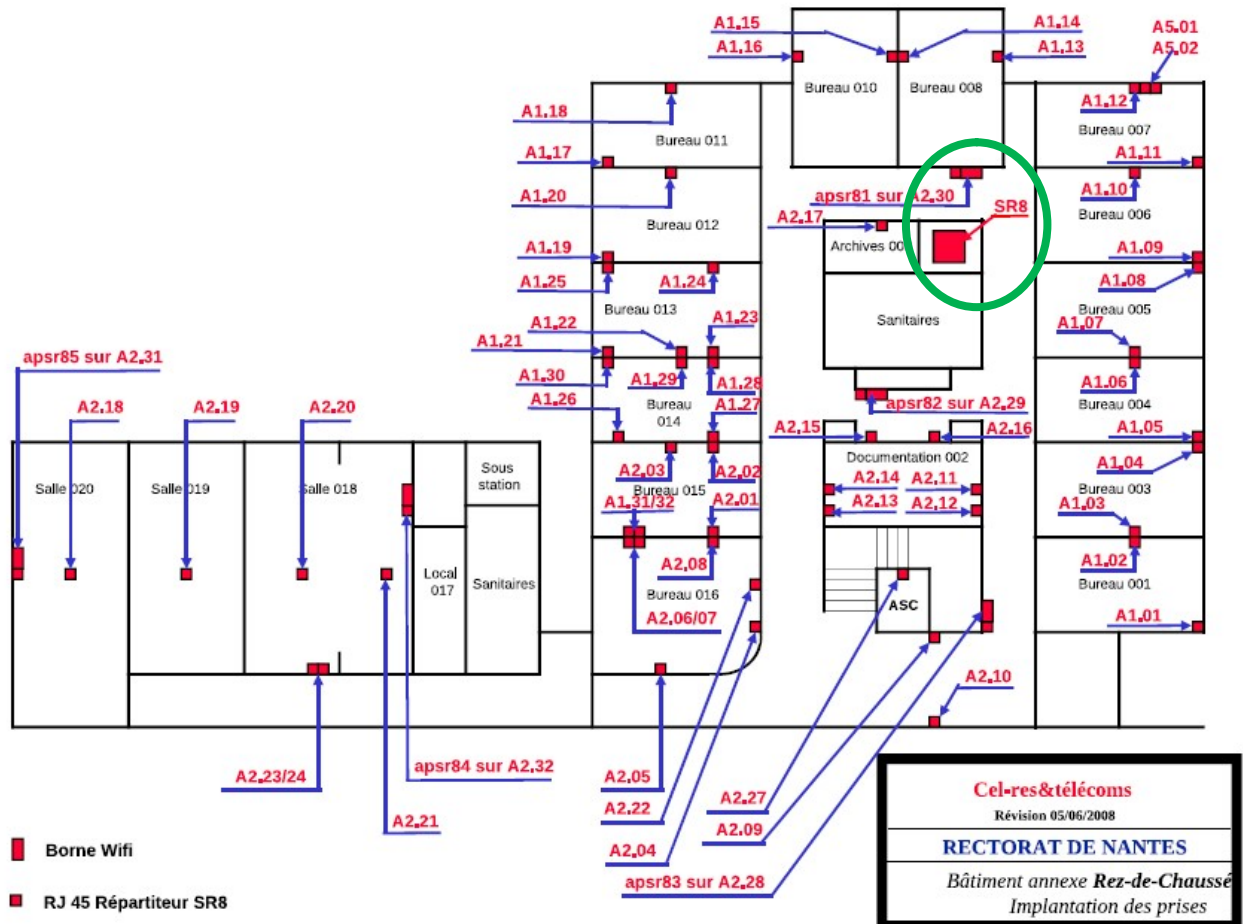
En option, à l'article 2.7, il est demandé de raccorder les baies de brassage sollicitées par la présente opération, en fibre optique OM3 en base et variante optionnelle en OM4. Cela restant sous réserve de la possibilité de passer dans les fourreaux existants.

Le plan des réseaux extérieurs est situé en ANNEXE 4.

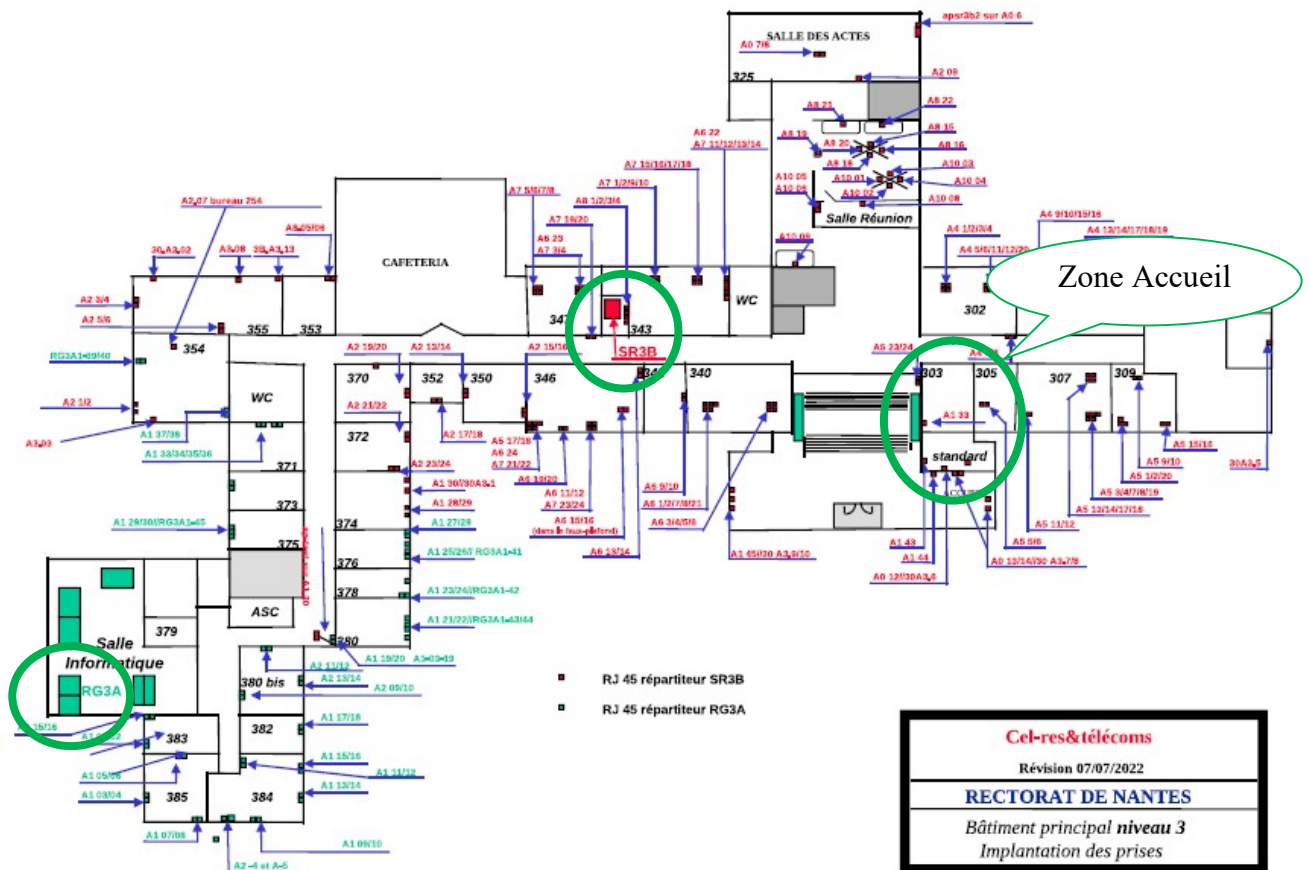
Ci-après positionnement des baies de brassage concerné par le raccordement des caméras.



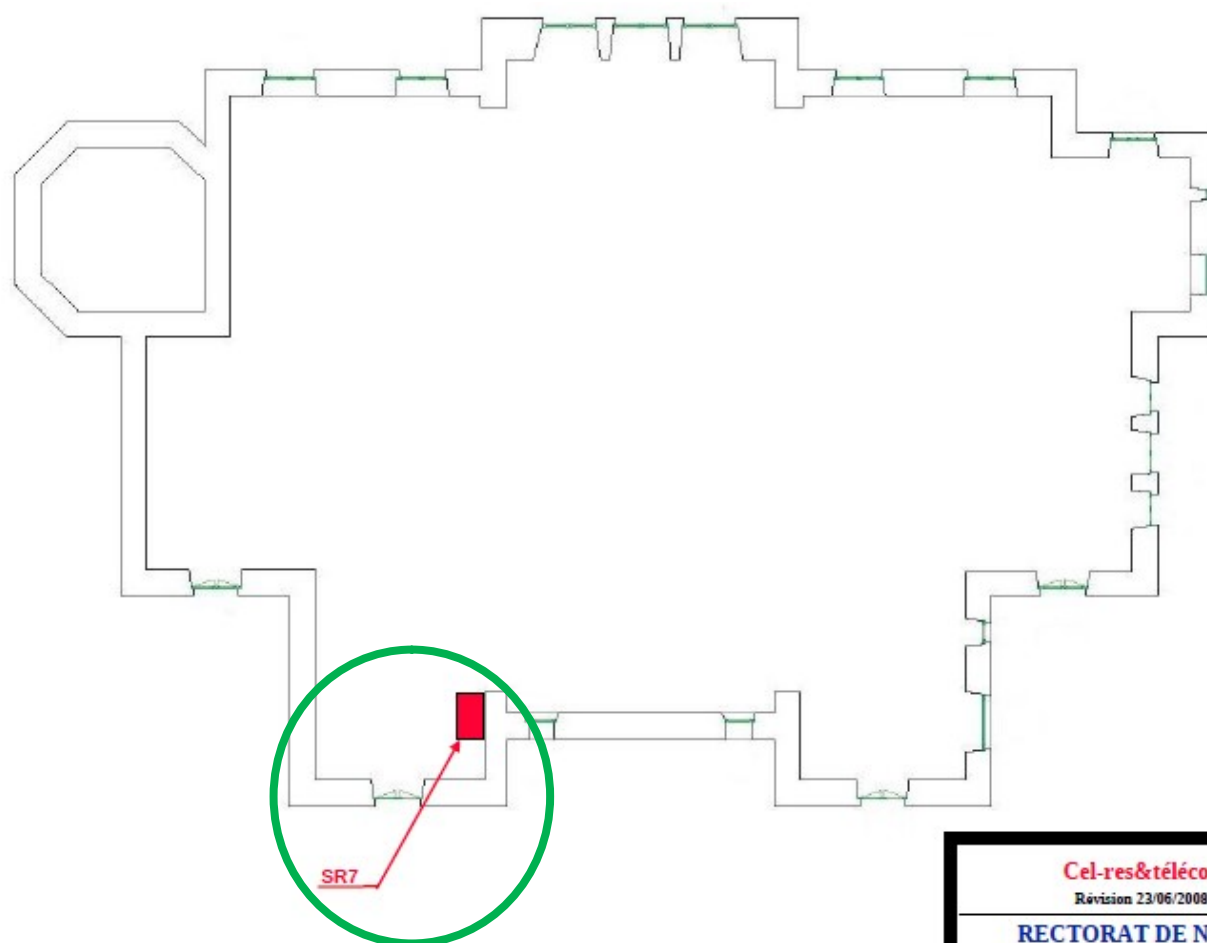
Positionnement de la baie de brassage SR8 dans le bâtiment H2 au RDC :



Positionnement des baies de brassage SR3B et RG3A dans le bâtiment H1 au 3<sup>ème</sup> étage :



Positionnement de la baie de brassage SR7 dans la villa de La Rectrice au sous-sol :



### 5.3. GARANTIES

Il devra être indiqué dans l'offre la durée et les conditions de garantie du matériel et des installations proposés, ainsi que l'engagement du constructeur sur leur pérennité.

Le titulaire du marché assurera une assistance technique durant la période de garantie, comprenant :

- le complément de formation du personnel ;
- la mise au point et l'adaptation fonctionnelle ;
- la programmation et le paramétrage.

## 5.4. PRESTATIONS DE MAINTENANCE

En option, le prestataire détaillera sa proposition de contrat de maintenance en prenant en compte l'ensemble des éléments énoncés ci-après. Sa proposition devra comprendre :

- les moyens en matériel, matériel et stock de pièces détachées qui seront mis en œuvre pour garantir de manière continue le bon fonctionnement global des installations ;
- le coût du contrat annuel.

Le soumissionnaire proposera un contrat de maintenance pour l'ensemble des équipements et installations fournies. Ce contrat prendra effet à compter de la fin de la période de garantie qui sera d'une durée minimum d'un an.

La période de garantie ne débutera qu'à la levée de toutes les réserves de la recette définitive.

Les conditions du contrat de maintenance s'appliquent bien entendu intégralement durant la période de garantie.

Le contrat proposé prendra en compte la maintenance curative et préventive. La maintenance curative consiste à corriger tous les défauts de fonctionnement d'un ou plusieurs organes des systèmes (matériels et/ou logiciels), qu'ils aient été signalés par les utilisateurs.

La maintenance curative comprendra, en complément de la garantie, un forfait qui inclut la main d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces de rechange.

Chaque intervention fera l'objet d'un compte-rendu d'interventions afin de dresser un historique détaillé de l'ensemble des actions de maintenance entreprises.

La maintenance préventive inclut une visite par an. Ces visites devront avoir lieu pendant les heures ouvrables avec accord préalable avec les utilisateurs.

Pour chaque équipement, le soumissionnaire précisera les essais et vérifications qu'il estime nécessaire de réaliser lors de ces visites afin d'assurer leur bon fonctionnement.

Pendant et à l'issue de chaque visite, le soumissionnaire s'engage de plus :

- à déclencher toutes les actions appropriées afin de remédier à un défaut constaté ;
- à rédiger une check-list programmée des essais et/ou vérifications associées ainsi qu'un compte rendu indiquant ses éventuelles préconisations en vue d'améliorer le fonctionnement ou la sécurité de ces équipements.



## **6. ANNEXES**

### **6.1. ANNEXE 1 - IMPLANTATION DES RÉSEAUX**

### **6.2. ANNEXE 2 – PLAN DE MASSE POSITIONNEMENT VIDEO SURVEILLANCE**

### **6.3. ANNEXE 3 - DIAGNOSTICS**

### **6.4. ANNEXE 4 – PLAN DE MASSE POSITIONNEMENT FOURREAUX**

### **6.5. ANNEXE 5 – PLAN DE MASSE TOPOGRAPHIQUE HOUSSINIÈRE**

### **6.6. ANNEXE 6 – DOCUMENTS A FOURNIR POUR DECLARATION PREFECTORALE**